

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Face à la crise financière, le don

- Gazette - Débats -

Date de mise en ligne : vendredi 17 octobre 2008

Revue du Mauss permanente

Nous publions un entretien avec Alain Caillé mené par Philippe Merlant. On peut en lire une synthèse dans le magazine La Vie.

Philippe Merlant : Le capitalisme mondialisé néo-libéral, tel qu'il s'est développé depuis une trentaine d'années, a-t-il évacué les logiques du don, de l'entraide, de la gratuité ? Pourquoi ?

Alain Caillé : Bien évidemment, le capitalisme mondialisé tel qu'il s'est développé depuis une trentaine d'années, a évacué les logiques du don, de l'entraide et de la gratuité, puisque le but du jeu ultra-libéral aura été en définitive de marchandiser et de monétariser tout ce qui relevait encore jusqu'alors du non marchand et du non monétaire, *i.e.* d'une forme ou d'une autre de « gratuité ». On pourrait, il faudrait en ce sens actualiser les analyses de Rosa Luxemburg dans *L'accumulation du capital*. Celle-ci montrait, au début du XX^{ème} siècle comment confronté à l'insuffisance des débouchés, à l'accumulation des « marchandises en trop », incapables de « réaliser leur valeur », le capitalisme devait sans cesse trouver et forger de nouveaux marchés en faisant entrer dans la sphère de la circulation capitaliste des régions ou des pays entiers jusque là restés étrangers au règne de la marchandise. C'est ce mouvement qui s'est poursuivi avec la mondialisation- globalisation. Mais il l'a fait d'une double manière, extensive et intensive. Extensive - c'est la face la plus visible du processus -, comme au début du XX^{ème} siècle, en induisant la soumission de toujours plus de pays, de tous désormais, ou presque, à la norme marchande. Mais cette extension géographique du règne de la marchandise s'est doublée de son intensification, c'est-à-dire de l'obligation faite aux nouveaux consommateurs d'acheter désormais (et donc de se procurer les moyens d'acheter en vendant quelque chose) ce que jusque là ils obtenaient par les mécanismes de la réciprocité du don/contre-don ou de la redistribution étatique, associative ou mutualiste.

Ici, ce sont certaines analyses de Marx qu'il conviendrait d'actualiser et de généraliser. Ce n'est plus seulement le processus de travail et de production qui s'est retrouvé de plus en plus étroitement subordonné au capital - ce que Marx appelait la subsomption réelle du travail dans le capital - mais le processus de satisfaction des besoins qui a commencé à dépendre de manière de plus en plus exclusive du seul Marché. Et le système du crédit, de plus en plus déconnecté de l'économie réelle, a fonctionné comme un formidable démultiplicateur, ou, si l'on préfère, un cheval de Troie, de cette mise en dépendance.

Avec des effets complexes et ambivalents. Des effets de libération tout d'abord, incontestablement. À commencer par celle des femmes, bien sûr, déchargées de toute une série de tâches qui relevaient de leur assignation aux obligations du don domestique. Et à continuer, tout aussi évidemment et plus généralement par celle du consommateur, qui s'est vu offrir une quantité et une variété de choix proprement inouïes. Mais dans toute une série de domaines, qu'il conviendrait d'inventorier avec précision, cette libération s'est doublée de nouvelles formes d'aliénation et/ou, si l'on préfère de frustration. C'est que la figure du « consommateur libre » est tout aussi ambivalente que celle du travailleur libre selon Marx, formellement libre de vendre ou de ne pas vendre contractuellement sa force de travail, mais en réalité obligé de le faire pour ne pas crever de faim. De même le consommateur libre ne peut pas ne pas s'adresser au Marché pour satisfaire ses besoins essentiels dès lors qu'aucune autre voie ne lui est plus ouverte. Or, la fourniture marchande des services peut se révéler plus onéreuse et de moins bonne qualité que leur prestation redistributive par la fonction publique - ou réciprocaire, par le don/contre-don. L'exemple paradigmatique est peut-être ici celui de la médecine où l'on a pu montrer que l'introduction de la tarification à l'acte, obligeant à décomposer en tâches distinctes, payées séparément ce qui était jusqu'alors accompli de manière synthétique a en définitive entraîné, alors qu'il s'agissait de faire faire des économies à la Sécurité sociale, une augmentation des coûts et, selon toute vraisemblance, une détérioration de la qualité des soins. Cet exemple pourrait être étendu à de nombreux autres cas, à tous ceux, en un mot, où l'existence d'une dimension de gratuité est en réalité plus économique en ressources que la seule et stricte logique économique et où, par conséquent, l'économicisation marchande se révèle en définitive coûteuse.

P.M. : La crise actuelle, née d'une crise du crédit, ne montre-t-elle pas qu'on ne peut résoudre les questions « sociales » par la seule logique financière et marchande ? Pourrait-elle, par contrecoup, contribuer à réhabiliter la solidarité et les échanges non marchands ?

A.C. : Oui. Nous nous dirigeons selon toute vraisemblance vers une situation de sérieuse dégradation du pouvoir d'achat et de l'emploi. Dans tous ces genres de situation, là où les institutions générales de la socialité secondaire défont, seul le système de la socialité primaire, les réseaux de relations de confiance interpersonnels alimentés par le don/contre-don permet de faire face à l'adversité en réactivant des réflexes de solidarité en partie disparus (ce sont eux qui dans l'ancienne URSS, en Chine, un peu partout permettaient de survivre bon an mal an). Le problème est de savoir ce qu'il en reste. Chacun à sa manière, Orwell ou Castoriadis avaient montré que les ressources morales déployées dans la modernité puisaient en fait leurs racines dans un monde plus ancien. Ce diagnostic est peut-être excessif. La société seconde, la grande société, a-t-elle aussi transmué les valeurs particularistes du don traditionnel en un sens plus universaliste du dévouement à la communauté politique, transformé l'esprit du don aux proches en esprit du don à la démocratie. Mais depuis une vingtaine d'années cette société seconde, structurée politiquement, a de plus en plus cédé le pas à une société tierce, la société-monde structurée par les médias et internet. Cette société connaît-elle aussi ses formes de don grâce aux communautés virtuelles Peer to Peer. Mais, on le voit bien, ce ne sont pas elles, ni en déplaçant aux chantres des multitudes sans frontières, qui vont pouvoir assumer les solidarités immédiatement nécessaires. Il va donc falloir réactiver, et pour partie réinventer les systèmes du don et de la redistribution

P.M. : On va, peut-être, sortir du « tout marché », re-légitimer l'intervention de l'Etat et la régulation. Mais comment échapper au simple retour de balancier et réaliser qu'il existe une troisième forme d'économie, entre le marché et l'Etat, celle de la réciprocité, du don, de l'entraide ?

A.C. : C'est en effet tout le défi politique central aujourd'hui. Il nous faut absolument surmonter une bonne fois le perpétuel jeu de balancier qui ne nous laisse le choix qu'entre partisans du Tout-Etat (ou presque) et du Tout-Marché (ou presque), qu'entre, donc, les deux grandes idéologies de la modernité. On voit bien en effet comment en effet pourrait se reformuler avec force, à gauche, plus ou moins à l'identique le discours d'hier appelant à un retour en force des régulations « fordistes » ou social-démocrates sur le mode du « on vous l'avait bien dit ». Or, en effet, il va se produire un retour en grâce de l'Etat, légitime et nécessaire, mais qui ne peut pas et ne doit pas se faire à l'identique, en se bornant à reprendre tels quels les discours politiques passés. Et ce pour tout un ensemble de raisons : parce que ses tenants eux-mêmes, déjà, n'ont pas su tenir ferme sur leurs valeurs de service public ou alors seulement sur un mode corporatiste et réactif et ont donc contribué à les décrédibiliser ; parce que l'internationalisation de l'économie a changé la donne ; parce que la montée de l'exclusion et la marginalisation de fractions entières de la population rend impossible d'asseoir les solidarités sur la seule redistribution entre travailleurs inscrits dans le cadre du salariat institutionnel ce qui suppose une société de salariat statutaire universel qui n'a presque jamais existé et qui n'existe en tout cas plus assez -, et parce que le déclin de l'institution a rendu les hiérarchies d'hier, le paternalisme et les systèmes d'autorité verticale, descendante peu supportables. Bref, il va falloir redéfinir les places respectives de l'Etat et du Marché mais en faisant entrer massivement et explicitement en ligne de compte un troisième acteur, la société elle-même. C'est, en un mot, la dynamique sociale et démocratique qu'il faut alimenter en donnant au plus grand nombre et pas seulement aux agents politiques, administratifs ou économiques, la capacité effective d'agir en sortant d'un état de minorité.

P.M. : Quelles sont les conditions, culturelles et politiques, pour retrouver le sens du don ? Chacun peut-il y contribuer ?

A.C. : Bien sûr, chacun peut et doit y contribuer. Cela implique toutefois plus d'énergie et de force de caractère qu'il pourrait le sembler. Il en fallait, il en faudra encore pour s'opposer, dans chaque domaine de la vie sociale, à toute la nouvelle normalité procédurale/marchande qui s'est mise en place depuis 20 ou 30 ans. Et pour retrouver et préserver, à l'encontre de cette norme, le sens du don, autrement dit des valeurs proprement humaines, et, plus

subtilement, pour conserver et faire valoir le sens de la totalité, la capacité de développer un jugement synthétique, capable de dépasser les pseudo-évidences de l'urgence, de l'instant et du lieu particuliers où surgissent les décisions à prendre. Mais, on y a déjà fait allusion tout à l'heure, la difficulté est qu'il n'est possible d'entrer dans la logique du don et du commun qu'à partir d'un système de valeurs dont chaque individu a hérité en fonction de sa biographie et de sa trajectoire particulières. Où naissent les valeurs ? , se demandait un numéro de *La Revue du MAUSS*. À l'entrecroisement, de toute évidence, des moralités pratiques, et des systèmes de morale laïques ou/et religieux. Outre des traditions religieuses en Europe, le christianisme et le judaïsme nous sommes les héritiers du libéralisme, du républicanisme, du socialisme associationniste ou étatiste, du marxisme etc. Chacun de ces *ismes* nous a légué une interprétation particulière de ce que Marcel Mauss appelait la triple obligation de donner, recevoir et rendre, dans laquelle il croyait voir la matrice, le roc de la morale éternelle. La mouvance altermondialiste a su les faire plus ou moins coexister ça a été sa force -, mais elle n'a pas su les faire dialoguer en profondeur, se dialectiser et s'adapter aux nouvelles données mondiales, c'est sa faiblesse. Il nous faut maintenant procéder à ce travail d'actualisation et de refondation des valeurs du don et de la démocratie en créant des espaces de débat où puissent se rencontrer, s'interpeller et avancer ensemble les intellectuels et universitaires pas totalement académisés, et donc encore capables d'assumer les enjeux éthiques et politiques du savoir, et les représentants du monde associatif et mutualistes pas totalement asservis aux contraintes gestionnaires et qui n'ont pas oublié l'esprit de solidarité démocratique qui a présidé à la création de leur univers. C'est cette nouvelle alliance que l'Institut Polanyi, nouvellement créé, se propose d'impulser.